



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STLG Recyclage

Rue des Prés Saint Martin
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/24-2232
Code AIOT : 0006506766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 septembre 2024 dans l'établissement STLG Recyclage implanté 179 rue du port ZI Le Clos Saint Louis (ex EVERITE) 77190 Dammarie-les-Lys. L'inspection a été annoncée le 06 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite d'inspection est de procéder à la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/068 du 07 mai 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société STLG RECYCLAGE suite à l'inspection de ses installations en date du 23 octobre 2023.

Lors de l'inspection, le directeur technique du site n'était pas présent, malgré un mail d'annonce du 06 septembre 2024 ; la visite a été effectuée en présence du responsable du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STLG Recyclage
- 179 rue du port ZI Le Clos Saint Louis (ex EVERITE) 77190 Dammarie-les-Lys
- Code AIOT : 0006506766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STLG RECYCLAGE exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux non dangereux et de déchets dangereux d'une superficie de 4200 m² sur la commune de Dammarie-les-Lys.

Le site est localisé dans la zone industrielle du Clos Saint-Louis à l'emplacement de l'ancienne usine pilote de la société EVERIT (fabrication d'éléments en amiante ciment).

La société STLG RECYCLAGE a repris les activités de l'établissement à la suite de la société STLG.

La société a bénéficié des droits acquis au regard des rubriques 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour le transit, regroupement et le tri de déchets de métaux non dangereux et le tri, transit et regroupement de déchets dangereux par courrier préfectoral du 19 mai 2014.

Ses activités relèvent :

- du régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2718-1 «installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux »,
- du régime de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2713-1 « installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux »,
- du régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2716-2 « installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes ».

Les activités de cet établissement sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 autorisant l'exploitation des activités de stockage et récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métalliques et carcasses de véhicules hors d'usage,
- l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 interdisant le stockage et le traitement de véhicules hors d'usage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre préfectorale du 19/05/2014	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	gestion des D3E	Code de l'environnement du 23/09/2024, article R.543-200-1 > II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		premier - point 1			
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
6	Collecte et rejet des effluents	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
8	Réseaux de collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
9	Conditions particulières de chacun des rejets	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
10	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
11	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11> I	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I > 3.5	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Rejet des effluents	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		07/05/2024, article premier - point 5		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 12 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/068 du 07 mai 2024 portant mise en demeure.

A ce titre, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral rendant la société STLG RECYCLAGE redevable d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction desdites dispositions.

Au cours de l'inspection, il a été également relevé les non-conformités suivantes :

- non-respect de la quantité maximale autorisée de stockage de batteries usagées,
- défaut de déclaration au titre de la rubrique n° 2714-2,
- absence de transmission du contrat conclu avec un éco-organisme pour la gestion de déchets d'équipements électriques et électronique,
- insuffisance de la capacité des rétentions associées aux récipients contenant des liquides susceptibles de créer une pollution,
- mauvaise gestion des différentes zones d'entreposage des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : courrier préfectoral du 19 mai 2014 de reconnaissance de droits acquis
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : [...] J'ai l'honneur de vous informer que je prends acte du nouveau classement de vos activités soumises à autorisation sous les rubriques 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour le transit, le regroupement et le tri et des déchets de métaux non dangereux et le tri, transit et regroupement de déchets dangereux pour une quantité d'environ 12 tonnes. [...] Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'entreposage de 47 bacs remplis de batteries usagées dont le poids est estimé à environ 1 tonne chacun par l'exploitant. La capacité autorisée de stockage maximale de 12 tonnes de batteries usagées sur le site n'est pas respectée. L'exploitant a invoqué un problème logistique, lié à un défaut de disponibilité de camion du prestataire. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un dépôt de bois de déchetterie d'un volume supérieur à 100 m ³ (estimation environ 200 m ³).

Cette activité relève de la rubrique n° 2714-2 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration.
Or la société STLG RECYCLAGE ne dispose pas de la preuve de dépôt d'une déclaration de cette activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser la situation administrative de ses activités :

- en respectant les quantités d'entreposage de batteries usagées autorisées sur le site et, le cas échéant, en sollicitant via un porteur à connaissance l'augmentation de cette quantité d'entreposage ;
- en réduisant la quantité de déchets de bois sous le seuil du régime de la déclaration et, le cas échéant, en déposant un dossier de déclaration concernant l'activité relevant de la rubrique 2714-2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : gestion des D3E

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-200-1 > II

Thème(s) : Situation administrative, Dispositions relatives à la gestion des D3E

Prescription contrôlée :

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

Constats :

L'inspection des installations classée a constaté l'entreposage de D3E sur la plateforme à l'extérieur du bâtiment.

L'exploitant n'a pas justifié auprès de l'inspection des installations classées d'avoir contractualisé soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un système individuel ou soit avec un opérateur de traitement ayant lui-même conclu un contrat avec les 2 opérateurs précités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection des installations classées la copie du contrat conclu avec un opérateur agréé .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>article 9</u> qui impose que le ou les points d'eau incendie soient en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures,
Constats : <p>En l'absence du directeur technique, ce point n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le justificatif de la dernière vérification du débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures délivré par les 2 poteaux incendie disponibles sur la rue : à l'entrée du site et à 80 mètres du site.</p> <p>La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>article 11-III</u> qui impose que le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol soit étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement,
Constats : <p>L'inspection des installations classées a constaté que la dalle des aires de transit et de manipulation des déchets est détériorée à plusieurs endroits et en particulier au niveau des bordures de la dalle</p> <p>Aucune réfection de ces zones n'a été réalisée depuis la dernière visite d'inspection du 23 octobre</p>

2023.

La grille de l'avaloir située sur la plateforme est colmatée, ne permettant pas la collecte des eaux qui s'écoulent dans le chemin de terre, le long du bâtiment central.

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un caniveau recouvert de dalles de béton percées dans le bâtiment central.

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la destination des eaux recueillies dans cet ouvrage couvert.

L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que la dalle extérieure et la dalle dans le bâtiment permettent de recueillir les eaux de lavage ou les pollutions accidentelles (sens d'écoulement, cuvette de rétention, regards de collecte).

La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 2 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 3

Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des accidents et des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

Prescription contrôlée :

- article 11-IV qui impose que toutes mesures soient prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel,

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le personnel n'est pas en mesure de préciser quel dispositif d'obturation équipe le site pour confiner les eaux incendie ou polluées, ni sa localisation, ni son mode d'actionnement.

Le dispositif d'obturation n'est pas clairement signalé, il est rendu inaccessible par le mauvais entretien de la végétation.

Les consignes de manœuvre de ce dispositif d'obturation ne sont pas affichées.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis des photos justifiant de la mise en place d'une nouvelle vanne guillotine permettant d'isoler le site le 02 mai 2024

La zone a été nettoyée de la végétation et la commande manuelle permettant d'actionner la vanne restera en place de façon permanente.

Des photos en justifiant ont été transmises le 26 septembre 2024 à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • <u>article 14</u> qui impose que le plan des réseaux de collecte des effluents fasse apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,
Constats : <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le plan des réseaux de collecte mis à jour faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes, les points de rejet, le débourbeur-déshuileur.</p> <p>La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 4 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 7 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article premier - point 5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • <u>article 16</u> qui impose que le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués soit entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <p>En l'absence du directeur technique, ce point n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le débourbeur-déshuileur est inaccessible en raison du mauvais entretien de la végétation.</p>

A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis la facture du dernier nettoyage et curage du débourbeur-déshuileur réalisé le 04 avril 2024 ainsi que la photo justifiant du nettoyage de la végétation aux abords du débourbeur.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

Prescription contrôlée :

- article 3.I.3 qui impose que les réseaux de collecte soient conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité,

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les regards et avaloirs de collecte ainsi que les caniveaux sont totalement bouchés ou même introuvables, ne permettant pas de recueillir les eaux de ruissellement et les eaux susceptibles d'être polluées de la plateforme.

Une grille de collecte située au niveau de la dalle est colmatée et n'assure pas son rôle de collecte. Les eaux de ruissellement d'une partie de la dalle s'écoulent directement vers un chemin en terre le long du bâtiment central et s'infiltrant directement dans le sol en bordure de la plateforme.

A la suite de l'inspection, le nettoyage des caniveaux de surface bétonnés a été réalisé. Des photos en justifiant ont été transmises à l'inspection des installations classées le 26 septembre 2024.

Le bon état et l'étanchéité du réseau de collecte des eaux n'ont pas été démontrés.

La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 9 : Conditions particulières de chacun des rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 2

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<ul style="list-style-type: none"> date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> <u>article 3.I.6.3</u> qui impose que l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents définies dans l'article,
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le rapport des analyses des effluents réalisées pour l'année 2023. La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> <u>article 3.V.2.2</u> qui impose que le bâtiment central soit muni d'un dispositif de désenfumage en partie haute sur 1 % de la superficie au moyen d'ouvrants. Ceux-ci sont à commande automatique et manuelle placée près des issues de secours,
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment central n'est pas équipé d'un dispositif de désenfumage en partie haute. La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • <u>article 3.V.2.3</u> qui impose qu'un contrôle soit effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de rapport du contrôle des installations électriques sur l'année 2023 et l'année 2024 à l'inspection des installations classées. La société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait au point 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2024 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 12 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.I.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le volume de la capacité de la rétention sur laquelle sont entreposés les récipients d'huile pour l'entretien des engins est insuffisant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit adapter le volume de la capacité de rétention à la capacité des récipients entreposés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - entretien
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume des stocks (bornes, piges, etc...) [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les zones d'entreposage des déchets sont sommairement délimitées par des parois non continues et insuffisamment dimensionnées pour empêcher la chute de déchets dans les zones d'entreposage adjacentes. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de moyen pour évaluer le volume des dépôts en place. A la suite de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des parois et des blocs de béton ont été commandés, et certains mis en place, pour assurer la délimitation des zones d'entreposage. La hauteur des parois servira de repère visuel aux personnels pour évaluer le volume des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier disposer de zones d'entreposage de déchets distinctes et clairement repérées pour évaluer le volume des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

